

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=73

Wallonie : Quelle reconversion et... pour quoi faire ?

- Écrits -

Date de mise en ligne : vendredi 12 novembre 2010

Date de parution : 24 mai 1969

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

Le mot d'ordre de « reconversion » est très populaire parmi les travailleurs wallons. Les résolutions votées au congrès statutaire de la Régionale F.G.T.B. Liège-Huy-Waremme, du 30 novembre 1968, le mentionnent à plusieurs reprises. Les déclarations du P.S.B. et du P.C.B. en Wallonie en font autant. Le P.W.T., lui aussi, a souvent parlé de « reconversion ».

Ce mot d'ordre est accepté par les travailleurs pour une raison évidente. Ils se rendent compte que le déclin de l'économie wallonne, qu'ils subissent depuis plus de dix ans, provoque des fermetures d'entreprises et des licenciements, réduit l'emploi, fait réapparaître le chômage, pèse sur la force syndicale et la combativité ouvrière, et détériore généralement leurs conditions de travail et d'existence.

Aussi désirent-ils ne plus vivre à l'ombre d'une menace de perte d'emploi. Ils désirent encore davantage épargner à leurs enfants cette hantise qu'ils avaient déjà connue entre 1929 et 1939, et qui a réapparu si fortement depuis 1958. C'est cela qu'ils entendent par reconversion.

Quel contenu faut-il donner à ce mot d'ordre pour ne pas décevoir le monde du travail, pour ne pas provoquer des illusions qui déboucheront sur d'amères déconfitures ?

D'où provient le déclin de l'économie wallonne ?

La campagne en faveur de la « reconversion » vise à arrêter le déclin de l'économie wallonne. Ce déclin avait été prédit par la gauche du mouvement ouvrier de ce pays dès les années 1954-56. Depuis la crise charbonnière, il s'est poursuivi et approfondi d'année en année.

Rares sont les personnes de bonne foi qui contestent les faits. Il est remarquable qu'en Wallonie, toutes les formations politiques, y compris le P.L.P., le prennent comme point de départ de leurs analyses et propositions politiques et économiques.

Mais pour pouvoir formuler des solutions valables, il faut commencer par définir les causes du mal. Et à ce propos, les avis ne sont plus unanimes. Pour les uns, ce sont « les Flamands » qui sont responsables du déclin économique wallon, parce qu'ils ont, depuis quinze ans, « tiré la couverture » vers le Nord du pays. Les plus fanatiques des représentants de cette thèse inculpent, outre les Flamands, « la politique du Bénélux ».

D'autres rendent l'Etat unitaire responsable du malaise wallon. C'est la politique « flamingante » ou « pro-flamande » des gouvernements qui se sont succédé en Belgique depuis vingt ans qui aurait systématiquement orienté les investissements vers la partie flamande du pays.

Certains incriminent « les étrangers » (avant tout les capitalistes étrangers), qui auraient favorisé la Flandre et Bruxelles aux dépens de la Wallonie. Les statistiques démontrent en effet que la majeure partie des investissements étrangers se sont réalisés, en Belgique, depuis quinze ans, ailleurs qu'en Wallonie.

Finalement, les plus réactionnaires accusent « les socialistes » et les syndicalistes wallons. Les socialistes qui ont administré la plupart des régions et communes industrielles de Wallonie depuis un demi-siècle, auraient négligé l'infrastructure. Les syndicalistes, en « exagérant » les revendications salariales et en faisant de la « gréviculture »,

auraient « découragé l'épargne » et « chassé les investissements ».

Toutes ces explications, qui contiennent évidemment toutes un grain de vérité, passent à côté du problème essentiel. Elles évitent toutes de définir la nature de l'économie belge et wallonne. Or il suffit de définir cette nature pour préciser les responsables de l'évolution économique. Et à partir du moment où l'on sait qui est responsable de cette évolution, on ne peut plus se tromper quant à la responsabilité principale concernant le déclin économique de la Wallonie.

Le capitalisme, et avant tout les grands groupes financiers, sont les responsables du déclin économique de la Wallonie

L'économie belge est une économie capitaliste. L'économie capitaliste est gouvernée par la recherche du maximum de profits. S'il y a déclin économique de la Wallonie, c'est que par un concours de circonstances, les capitalistes pouvaient obtenir plus de profits en Flandre, à Bruxelles (et à l'étranger) qu'en Wallonie. Au lieu de chercher midi à 14 heures, c'est cette vérité fondamentale qu'il faut proclamer avec force, quand on veut déterminer qui est responsable du déclin économique wallon.

Mais l'économie belge n'est pas une économie capitaliste à l'époque de la libre concurrence, du laissez faire, et du libéralisme économique. C'est une économie capitaliste à l'époque des monopoles, une économie capitaliste dominée par une dizaine de holdings et de groupes financiers.

Revoyez l'étude préparée pour le congrès extraordinaire d'octobre 1956 de la F.G.T.B., depuis lors confirmée par mainte nouvelle analyse (par exemple celle du C.R.I.S.P.). Personne ne peut sérieusement contester que les décisions stratégiques d'orientation de l'économie belge sont prises par les Conseils d'administration de cette dizaine de holdings et de groupes.

Si la responsabilité fondamentale du déclin économique de la Wallonie incombe donc aux capitalistes en général, la responsabilité principale est celle des groupes financiers (à commencer par la Société Générale, le groupe de Launoit, les groupes Empain, Evence-Coppée, Solvay, Lambert, Sofina, les plus importants d'entre eux).

Cette responsabilité peut être circonscrite de manière précise. Depuis dix ans, ces groupes ont retiré des milliards de francs des industries en déclin absolu (charbon, textiles) ou relatif (sidérurgie). Ils ont obtenu des subsides et subventions qui s'élèvent à des dizaines de milliards de francs. Ils ont placé à l'étranger d'autres dizaines de milliards de francs. Ils disposent de capitaux liquides ou semi-liquides en quantités énormes. Ils ont préféré placer ces capitaux sous les formes les plus diverses dans les régions et les pays les plus divers : seule une fraction minime de ces capitaux a été utilisée pour créer des industries nouvelles en Wallonie.

Pourquoi ces gros financiers ont-ils agi de la sorte ? Pas parce qu'ils sont « flamingants » (ils sont tout autres que ça !), ou parce qu'ils « détestent la Wallonie ». Encore moins parce que l'Etat unitaire les y aurait contraints (ce sont eux qui commandent cet Etat, et non cet Etat qui leur commande). S'ils ont agi de la sorte, c'est qu'ils y trouvaient leur profit, ni plus ni moins. Il n'y a pas d'autre explication à chercher, en dehors de cette évidence. On attend toujours l'exemple d'un gros capitaliste qui réaliserait des investissements contraires à ses intérêts et à la loi du profit, du seul fait de ses préférences religieuses, ethniques, idéologiques ou linguistiques. On attendra longtemps.

Pourquoi était-il plus avantageux pour les groupes financiers belges et étrangers d'investir en Flandre au cours des quinze dernières années, plutôt qu'en Wallonie ? Parce qu'en Flandre, il y avait beaucoup plus de chômeurs qu'en Wallonie. Parce que les salaires y étaient souvent plus bas (par suite du chômage et d'un mouvement syndical moins combatif). Parce qu'on s'y trouvait plus près des ports, facteur important pour des industries qui doivent

importer loin leurs matières premières et exporter par mer une partie importante de leur production. Parce que les avantages industriels que la Wallonie avait tiré de ses richesses minérales disparaissent avec le déclin international du charbon comme source énergétique. Parce que l'infrastructure wallonne était ancienne - et donc plus démodée - que celle la Flandre, du fait que la Wallonie avait été industrialisée avant la Flandre. Etcaeteri, etcaetera.

Toutes ces raisons, et quelques autres encore on les retrouve dans tous les pays capitalistes d'Europe (et même aux Etats-Unis). Elles expliquent le déclin relatif des vieux bassins industriels tels le Pays de Galles et l'Ecosse en Grande-Bretagne ; la Ruhr en Allemagne ; le bassin de la Loire et la région du Nord en France ; la région de Gênes en Italie ; le bassin de la Nouvelle-Angleterre, et une partie du bassin industriels de Pennsylvanie et du Kentucky (notamment le bassin charbonnier des Appalachians) aux Etats-Unis. Il n'y a peu ou pas d'incidences linguistiques ou ethniques dans ces phénomènes parallèles. Il ne faut donc pas en rechercher non plus pour comprendre le déclin économique de la Wallonie.

Les buts véritables de la « reconversion » neocapitaliste

La cause du déclin économique wallon, c'est la chute relative du taux de profit capitaliste en Wallonie. Le but de la politique bourgeoise de « reconversion » de la Wallonie, c'est de faire remonter ce taux de profit capitaliste. C'est brutal. C'est peut-être cruel. Mais il faut appeler les choses par leur nom.

Le raisonnement des économistes bourgeois, et de toute la suite de doctrinaires nationalistes à la Perin qui leur emboîtent le pas, est simple. « Les capitaux ne s'investissent-ils plus, en quantité suffisante, en Wallonie, parce que ces investissements ne sont plus tellement profitables ? Faisons donc en sorte qu'ils deviennent plus profitables. Les investissements reviendront ! »

Tout ce qu'on agite, publiquement et en coulisse à pour but d'augmenter les profits des capitaux investis en Wallonie. On réclame plus de subsides pour l'industrie privée. On réclame des travaux d'infrastructure multiples qui représentent autant d'économies externes pour les capitalistes. On réclame une formation accélérée de travailleurs qualifiés par les pouvoirs publics, ce qui réduira d'autant les frais de formation de la main d'œuvre pour l'entreprise privée.

Et lorsqu'on réclame un Exécutif wallon, c'est dans l'espoir explicite que cet Exécutif fera retomber sur les têtes des « pauvres » capitalistes wallons la manne d'or des subventions et subsides que l'Etat unitaire leur aurait distribués trop chichement. Les Perin et consorts ajoutent : surtout pas de nouvelles grèves ; cela découragerait les investissements et accentuerait le déclin de la Wallonie.

Devant la manifestation des jeunes, à Ciney, les démagogues du Rassemblement Wallon, ont récemment accusé le malheureux Collard de vouloir « diviser les Wallons » parce qu'il a lancé un appel timide (et équivoque) à l'unité entre travailleurs chrétiens et travailleurs socialistes. Car pour ces messieurs, travailleurs et capitalistes wallons devraient s'unir, comme lors de la manifestation de Charleroi, saluée avec ferveur par la « Libre Belgique ».

Perin n'est-il pas étonné de se trouver brusquement dans la même barque avec les ultra-unitaires et ultra-conservateurs de la « Libre Belgique » ? Le secret de ces retrouvailles est simple. La « Libre Belgique » peut faire cent serments par jour de fidélité au Roi, à la Foi et à la Patrie. Mais elle n'a qu'une seule religion véritable : l'adoration du profit capitaliste. La manifestation de Charleroi, où les syndicalistes et les travailleurs ont « sagement » rentré leurs drapeaux rouges et leurs revendications de classe pour ne plus défendre qu'un programme commun avec leurs patrons et exploités, représentait pour elle un triomphe historique. Cela nous a ramené trois quarts de

siècle en arrière. Ce qui a brusquement uni la « Libre Belgique » et François Perin, c'est que ce dernier - sous prétexte d'assurer la « reconversion » de la Wallonie - est également devenu un champion de la noble cause du profit capitaliste.

Les capitalistes et leurs idéologues ont toujours affirmé que les travailleurs, en menant leur lutte de classe, « découragent l'épargne », « font fuir les capitaux », et agissent donc « en faveur de l'étranger ». Les socialistes et syndicalistes ont toujours répété que pour défendre les intérêts de classe des travailleurs, il faut que ceux-ci s'unissent sans distinction de métier, de profession, de religion, de nationalité ou d'ethnie. « Les sales marxistes divisent les Allemands » (pardon : les Belges ; re-pardon : les Wallons), répètent les ultra-nationalistes de tout poil, depuis près d'un siècle. Nous voulons unir les travailleurs contre les capitalistes, de notre propre pays et de tous les pays, ont rétorqué les socialistes et les communistes depuis belle lurette. Il n'y a pas d'autre voie pour défendre la cause des travailleurs, et éviter que ceux-ci soient sacrifiés sur l'autel du profit capitaliste (fût-ce sous prétexte de « reconversion »).

La "reconversion" néocapitaliste n'est qu'un leurre

La « reconversion » néo-capitaliste a déjà une solide tradition en Belgique. C'est une tradition « flamande » que les Perin et Cie (et tous ceux, au P. S. B. et à la F.G.T.B., qui leur emboîtent le pas) voudraient promptement transplanter en Wallonie.

Les dirigeants F.G.T.Bistes du Limbourg ont agi pour la « reconversion » néo-capitaliste de « leur » région, quand ils ont accepté le marché scandaleux que leur proposaient les chefs de Ford-Cologne : « Nous nous établirons dans votre région, à condition que vous acceptiez des salaires plus bas et une durée du travail plus longue que dans l'industrie automobile d'Anvers »... On connaît la suite.

Feu Spinoy a prôné la « reconversion » néo-capitaliste, quand il a jeté à la face d'André Genot et de toute la gauche de l'époque, au congrès du P. S. B. de décembre-1958, cette parole prophétique : « Ce n'est pas en faisant des grèves que vous attirerez des capitaux ». Les gens de la Volksunie ont badigeonné sur un mur de Louvain ce slogan éloquent : « Des patrons flamands pour les travailleurs flamands ». Mais ce que les travailleurs désirent (voir l'explosion de mai 1968 en France, qui peut se répéter ici), ce n'est pas des patrons qui parlent telle langue à la place de patrons qui en parlent une autre : c'est plus de patrons du tout !

La « reconversion » néo-capitaliste est donc une énorme tricherie. Elle veut amener les travailleurs à sacrifier leurs intérêts immédiats et historiques, à accepter une part plus réduite du gâteau, à s'incliner devant un accroissement de la part des capitalistes, en échange de l'illusion d'une « relance économique de la Wallonie ».

Nous disons en échange d'une « reconversion » illusoire. Car il faut bien comprendre les limites des « solutions » possibles dans le cadre du régime capitaliste. Si le chômage continue à diminuer en Flandre et à augmenter en Wallonie - aux dernières nouvelles, il y a 46.000 chômeurs en Wallonie et 50.000 chômeurs en Flandre, c'est-à-dire qu'avec moins d'un tiers de la population active du pays, la Wallonie a le triste privilège de compter 43% des chômeurs de Belgique ! - il y aura certes quelques industries qui se créeront en Wallonie. Si les subsides gouvernementaux augmentent, il en ira de même.

Si les dirigeants syndicaux acceptent une politique capitaliste de rationalisation, il y aura quelques fermetures d'entreprises en moins. Mais d'abord, l'effet de ces « succès » de la « re-conversion » sur l'emploi seront minimes. Le Front commun F.G.T.B.-C.S.C., dans sa note du 2 mai 1969, reconnaît que les 25 milliards de francs investis en

Wallonie au cours des deux dernières années avec l'aide gouvernementale, ont créé en tout et pour tout 18.000 emplois nouveaux, c'est-à-dire moins qu'il n'en faut pour donner de l'emploi aux jeunes qui apparaissent pour la première fois sur le marché du travail, sans parler même de compenser les pertes courantes occasionnées par les fermetures d'usines et rationalisations diverses.

Mieux, certaines des mesures de « reconversion » (telle la « rationalisation » de l'industrie sidérurgique) poursuivent le but de réduire l'emploi et non de l'augmenter. Ensuite, toutes ces mesures ne peuvent pas renverser fondamentalement la vapeur. Car en économie capitaliste - orientée vers le profit - seule une modification fondamentale du milieu wallon (accroissement massif de la population ; fondation massive de plusieurs « pôles de développement » réduction radicale des frais de transport ; création massive de nouvelles « industries de base ») rendrait des investissements capitalistes privés sur large échelle plus rentable en Wallonie qu'ailleurs dans le Marché Commun.

A ce propos, il faut bien rappeler à l'ordre les dirigeants syndicalistes liégeois et la « gauche respectueuse » du P.S.B qui continuent à présenter le cas du Midi italien comme un « exemple-pilote » de ce qu'une politique d'initiative industrielle publique dans le cadre du régime capitaliste, serait capable de réaliser. « Voyez le Midi italien, où la reconversion (sous-entendu : néo-capitaliste) est un succès, grâce aux holdings d'Etat », affirment-ils.

La réalité est bien différente. Les holdings d'Etat Italiens, tels IRI, l'ENI et autres, ont certes fondé plusieurs complexes industriels importants dans le sud de l'Italie. La création d'une usine d'automobiles par Alfa Romeo y succède à l'aciérie de Tarente et aux divers complexes pétrochimiques. Mais le bilan de vingt années de « reconversion industrielle » du Mezzogiorno italien, du plan Vanoni aux initiatives de Holdings d'Etat est lamentable : en 1968, emploi total a diminué de 177.000 unités dans le Midi italien, comparé à l'année précédente. Pour la période 1961-1967, l'emploi a diminué par exemple dans la région de la Campania de 40.000 unités - des chiffres comparables pourraient être cités pour d'autres provinces. L'explosion de Battipaglia exprime le résultat social de cette faillite économique.

L'émigration est plus que jamais la « solution » proposée par le néo-capitalisme au problème du sous-développement économique. On s'attend rien qu'à Turin à l'arrivée de 60 à 70.000 gens du Midi dans les deux années à venir. Il en ira de même en Wallonie si les travailleurs se fient à la chimère de la « reconversion » néo-capitaliste.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas très malin de sacrifier la défense immédiate de l'emploi, la lutte pour les salaires, la cohésion syndicale et la combativité des travailleurs, sur l'autel de cette chimère...

La reconversion socialiste

Si la « reconversion » néo-capitaliste n'est qu'un leurre, cela, signifie-t-il que les travailleurs doivent se croiser les bras et attendre passivement l'effondrement final de l'économie wallonne (dans l'espoir que cela provoquera la « révolution » ajouteront quelques « gauchistes » confus) ? Il ne peut en être question. Une classe laborieuse qui serait incapable de défendre ses intérêts immédiats serait évidemment encore moins capable de « faire la révolution » et de renverser le règne du Capital.

Ce qui importe, c'est de mettre au point un programme de revendications qui correspondent aux aspirations réelles des travailleurs, lorsque ceux-ci parlent de « reconversion ». Ces revendications, souvent précisées, seraient notamment les suivantes :

Wallonie : Quelle reconversion et... pour quoi faire ?

1. Introduction immédiate des 40 heures et de la pension à 60 ans ;
2. Contrôle ouvrier - c'est-à-dire pouvoir de veto ouvrier - sur les fermetures d'usines et les licenciements ;
3. Paiement par le patronat en bloc (et non par la collectivité) des salaires des travailleurs qui ne seraient plus rémunérés par suite de fermetures d'usines ;
4. Nationalisation de la grande industrie (sidérurgie chimie, raffinerie de pétrole et tous les secteurs de l'énergie, fabrications métalliques) et sa gestion sous contrôle ouvrier, dans un cadre fédéral ;
5. Nationalisation des banques, des compagnies d'assurances, des holdings et de toutes les institutions de crédit, afin de dégager les capitaux nécessaires à une véritable reconversion, sur grande échelle, de l'industrie wallonne, sous la forme de création d'entreprises propriété collective gérées sous contrôle ouvrier, dans un cadre fédéral ;
6. Elaboration d'un plan populaire de développement économique de la Wallonie, axé sur la satisfaction des besoins prioritaires de la population et sur la base duquel seraient créées les nouvelles entreprises.

L'agitation sur les idées essentielles de ce programme de revendications transitoires - de réformes de structure anticapitalistes - devrait dégager progressivement une combativité ouvrière croissante, comme pendant la période 1956-1960. Cette combativité pourra déboucher, à travers des mobilisations et des grèves partielles, sur une grève générale du type de celle de décembre 1960 - janvier 1961.

Mais grâce à la création de comités de grève et à la formation d'une avant-garde ouvrière plus critique et plus expérimentée, qui a tiré les leçons de l'échec de 1960-61, cette grève générale se terminerai bien différemment de celle de décembre 1960.

Il n'y a pas d'autre voie de salut pour les travailleurs wallons que cette voie-là. Et sur le chemin qui conduit vers ces objectifs, ils devront chercher et trouver des alliés de plus en plus nombreux non chez les capitalistes wallons, mais chez leurs frères de classe flamands et bruxellois. [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)